

Pourquoi il faut réorienter les politiques économiques européennes

Mieux vaut assumer ce qui est, plutôt que d'espérer ce qui ne sera pas. Regardons les chiffres en face avec lucidité, et derrière ces chiffres les réalités de la situation économique de la France et de l'Europe. La vérité est indispensable pour prendre la mesure des faits, la volonté est nécessaire pour faire bouger les lignes et redresser le pays.

La vérité donc, c'est que, contrairement à toutes les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou de la Commission européenne, la croissance est en panne, en France comme en Europe. Avec une croissance zéro au deuxième trimestre, prolongeant ainsi la stagnation du premier trimestre, notre pays est au ralenti et n'atteindra donc pas le 1 % de croissance du produit intérieur brut (PIB) que les observateurs nous annonçaient il y a encore trois mois.

Cette année, la croissance du PIB devrait être de l'ordre de 0,5 %, et rien ne nous permet à l'heure actuelle de prévoir, pour 2015, une croissance très supérieure à 1 %.

Ce phénomène de trop faible croissance n'est pas propre à la France. Au deuxième trimestre de 2014, l'Italie est en récession, l'Allemagne en stagnation. C'est donc l'Europe et par conséquent la France qui sont atteintes par cette langueur qui ne permet pas de reconstruire le tissu des entreprises, abîmé par la crise, et de faire reculer durablement le chômage.

La vérité, ensuite, c'est que l'inflation est beaucoup plus faible que prévu. Elle est de 0,5 % sur un an en France, 0,4 % en Europe. Ce qui paraît comme une bonne nouvelle pour le consommateur et se traduit en France, pour la première fois depuis trois ans, par une hausse du pouvoir d'achat, est aussi le signe d'un déficit d'activité et une mauvaise nouvelle pour le désendettement. La trop faible inflation est le reflet de la trop faible croissance.

La vérité, c'est que, conséquence directe d'une croissance en berne et d'une inflation insuffisante, la France n'atteindra pas cette année son objectif en termes de déficit de ses finances publiques, malgré la totale maîtrise de nos dépenses. Moins de croissance, moins d'inflation entraînent mécaniquement moins de recettes, et donc plus de déficit que prévu, malgré la réalité des efforts pour le réduire. Le déficit des administrations publiques (Etat, Sécurité sociale et collectivités locales) sera donc supérieur à 4 % du PIB en 2014. Nombre de nos voisins européens n'atteindront pas non plus les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

La vérité, enfin, c'est que cette situation de trop faible croissance, de trop faible inflation, de réduction plus lente des déficits trouve son origine dans des causes proprement françaises, mais aussi dans des situations auxquelles seule une réaction européenne globale peut apporter réponse. Face à la vérité des faits, c'est la décision politique qui doit prévaloir, face aux difficultés du moment, c'est à la volonté de l'emporter.

Transparence, lucidité, sincérité

Et la volonté c'est, en France, de mettre en œuvre avec détermination le pacte de responsabilité et de solidarité décidé et voté par le Parlement, pour redonner aux entreprises françaises les marges qu'elles ont brutalement perdues entre 2007 et 2012. Quarante milliards d'euros seront ainsi, en quatre ans, redonnés aux entreprises, pour leur permettre de retrouver une bonne part de leur

compétitivité, dramatiquement amoindrie en dix ans, une capacité d'investissement et d'innovation, une force suffisante pour faire reculer durablement le chômage. Il ne peut être question de dévier de ce chemin tracé par le président de la République, le premier ministre et la majorité parlementaire.

La volonté, c'est, en France, de continuer à un rythme approprié la diminution des déficits publics, sans faire appel à des hausses d'impôts comme ce fut le cas au cours des années 2010 à 2013, avec les effets désormais connus en termes de pouvoir d'achat des ménages et de réduction des capacités d'investissement des entreprises.

La volonté, c'est, en France encore, de mener à bien et jusqu'au bout un vaste plan d'économies sur les dépenses publiques sans sacrifier ni la qualité de nos services publics, ni l'efficacité de notre protection sociale, ni les dépenses d'avenir – éducation, recherche et investissements. Le gouvernement a programmé, de 2015 à 2017, 50 milliards d'économies dont 21 milliards seront mis en œuvre dès 2015. Nous l'avons décidé, nous le faisons sans faiblesse. C'est un effort considérable, comme la France n'a pas su le faire depuis 1945, c'est un effort indispensable pour poursuivre la diminution de nos déficits et financer les mesures en faveur des entreprises.

La volonté, c'est encore, en France, de mener à bien des réformes négociées et profondes, pour simplifier la marche des entreprises et faciliter l'embauche, pour diminuer le nombre des collectivités locales et clarifier leurs compétences, pour redonner du pouvoir d'achat en luttant contre les monopoles indus et en adaptant les statuts des professions réglementées.

Mais la volonté, c'est aussi, en Europe, de mettre en œuvre une politique monétaire adaptée à la situation exceptionnelle de faible croissance et de faible inflation que la zone euro tout entière connaît. La Banque centrale européenne (BCE) a pris de bonnes décisions. Elle doit aller jusqu'au bout de ses possibilités, conformément à son mandat, pour que le risque de déflation disparaisse et que l'euro retrouve un niveau plus favorable à la compétitivité de nos économies.

La volonté, c'est également, en Europe, de promouvoir une politique en faveur de l'investissement privé et public par la mobilisation des outils existants et par la mise en œuvre de moyens nouveaux. La volonté, c'est aussi, parce que la politique monétaire ne peut pas tout et parce que la politique d'investissement produira l'essentiel de ses effets à moyen terme, de réorienter les politiques européennes en adaptant le rythme de la réduction des déficits publics à la situation économique actuelle.

Il y a urgence à agir. Le gouvernement le fait en toute transparence, en toute lucidité, en toute sincérité quant aux réalités et aux hypothèses économiques. Il continuera de le faire dans l'élaboration des lois financières pour 2015. Mais il revient aussi et désormais aux acteurs économiques, et tout particulièrement aux entreprises, de se saisir de leurs moyens nouveaux pour agir, investir, prendre les risques porteurs de réussite.

L'Europe doit agir fermement, clairement, en adaptant profondément ses décisions à la situation particulière et exceptionnelle que connaît notre continent. La France pèsera en ce sens. C'est l'enjeu de la nouvelle Commission, c'est l'objet de la réorientation des politiques européennes, c'est la clé de notre réussite commune.

Michel Sapin

*Ministre des finances
et des comptes publics*

© Le Monde